

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, je me rends compte que le député ne figure pas dans la catégorie des jeunes . . .

M. Benjamin: Ni vous non plus.

Mlle MacDonald: . . . mais j'accepterais volontiers qu'il s'inscrive aux programmes de formation du ministère afin d'apprendre comment analyser les budgets et les programmes.

* * *

LE BUDGET

L'ACCÈS UNIVERSEL AUX PROGRAMMES SOCIAUX

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Depuis novembre 1984, le gouvernement rogne nos programmes sociaux et augmente les impôts, ce qui fait qu'une famille moyenne paiera maintenant \$1,300 de plus. Que veut dire le ministre quand il écrit, à la page 12 du budget, qu'il a l'intention de proposer de nouvelles mesures qui assureront l'accès universel aux prestations? Qu'est-ce qu'il veut dire exactement, spécifiquement, précisément et succinctement?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, exactement, précisément et succinctement nous avons, depuis novembre 1984, créé près de 580,000 emplois.

M. Deans: Ah, non, asseyez-vous.

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Nous avons proposé de très nombreux changements aux programmes sociaux, changements que la grande majorité des Canadiens, d'un océan à l'autre, approuve. L'accélération du versement du crédit d'impôt-enfants, l'augmentation du crédit d'impôt-enfants, la réforme des pensions et toute une gamme . . .

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): J'ai une question supplémentaire à poser au même ministre, monsieur le Président. Le ministre a-t-il l'intention de supprimer l'universalité des programmes sociaux?

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, précisément et succinctement, on dit à cette page du budget que l'on désire maintenir l'accès universel aux prestations, très simplement et très succinctement.

[Français]

L'EMPLOI AU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Gabriel Fontaine (Lévis): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Dans son budget du 23 mai 1985, le ministre a fait en sorte qu'on a eu 580,000 nouveaux emplois, dont 156,000 au Québec. Est-ce que le budget du 26 février 1986 aura des résultats aussi spectaculaires pour le Québec, monsieur le ministre?

Questions orales

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, c'est une très bonne question. A mon avis, dans mon budget il y a beaucoup de choses visant à encourager les petites et moyennes entreprises. Je pense que c'est très important pour les petites et moyennes entreprises de comprendre qu'il y a un élément de simplification de l'impôt pour éliminer 20 pages dans la Loi de l'impôt sur le revenu. C'est un bon élément d'encouragement pour les petites entreprises.

* * *

L'INDUSTRIE

LA PRATT & WHITNEY—L'INVESTISSEMENT DU GOUVERNEMENT—L'EMPLOI AU QUÉBEC—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Le 14 février, en présence du ministre de l'Expansion industrielle régionale, vous étiez à Montréal pour annoncer avec la compagnie Pratt & Whitney un investissement de 575 millions de dollars. Est-ce que le ministre peut confirmer qu'à ce moment vous avez négligé d'informer les membres de la presse, les Montréalais et les Québécois que 40 p. 100 des emplois créés par ces projets le seront à l'extérieur du Québec?

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, on annonçait, le 14 février effectivement, la création d'environ 2,500 nouveaux emplois à Montréal. Je pense bien que le député de Montréal-Sainte-Marie devrait se lever pour nous applaudir et se réjouir pour toute la région métropolitaine de la création de nouveaux emplois.

ON DEMANDE DES PRÉCISIONS SUR LES EMPLOIS QUI SERONT CRÉÉS

M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie): Monsieur le Président, ce qu'on veut savoir, c'est la vérité et il semblerait qu'ils ont tous la même maladie que le premier ministre. Est-ce que le président du Conseil du Trésor peut confirmer que 40 p. 100 des emplois créés par ces trois projets le seront à l'extérieur du Québec? On ne veut pas savoir l'histoire de ta mère, on veut savoir ce que cela va faire!

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor): Monsieur le Président, peut-être que le député de Montréal-Sainte-Marie aimerait connaître l'histoire de Montréal, l'histoire des derniers douze mois où on a créé 60,000 nouveaux emplois, où on a créé au Québec des emplois à un rythme 13 fois plus rapide que celui de l'ancien gouvernement libéral. On crée 2,500 emplois dans l'aérospatial et dans l'aéronautique, et s'il y a des emplois subsidiaires qui vont dans d'autres provinces, eh bien, tant mieux! Mais on en crée à Montréal: 2,500 en plus de tout ce qu'on a déjà fait.